



www.fdsea74.com



Maison de l'Agriculture - 52 avenue des Iles - 74994 Annecy Cedex 9
04.50.88.18.86

Annecy, le 22 mai 2008

COMMUNIQUE DE PRESSE

De la facture pétrolière à la fracture économique !

La hausse du prix du baril se confirme et devrait s'accroître d'après les prévisionnistes. Cette hausse vertigineuse pèse lourdement sur nos exploitations, car non seulement les carburants flambent, mais engrais et autres matières premières suivent la même tendance.

Nous avons obtenu l'exonération de la TIPP, mais aujourd'hui cela ne suffit pas.

Le consommateur ne comprend pas toujours nos revendications car il pense qu'avec la hausse des prix alimentaires notre situation s'est améliorée.

Pour nous l'augmentation du prix du fioul n'est que la partie émergée de l'iceberg. En effet **nous sommes en face d'une problématique globale** de pouvoir d'achat des agriculteurs et surtout **de compétitivité de l'agriculture**.

Cette problématique concerne d'ailleurs la plupart des catégories socio-professionnelles.

C'est pourquoi il me semble que trois pistes doivent être explorées :

- Il est d'abord urgent d'obtenir des **allègements de charges** soit fiscales (exemple : par la TFNB), soit sociales.
- Ensuite cette perte de compétitivité, encore plus marquée en zone de montagne et péri urbaine, doit être prise en compte dans la future PAC, d'où le **rééquilibrage** que nous appelons depuis longtemps et de toutes nos forces.
- Enfin et plus globalement la troisième voie positionne l'agriculture comme **un acteur « leader »** au sein de l'économie. Avec notre force syndicale, nous devons engager d'autres professionnels à peser pour la mise en place (puisque c'est la mode !) d'un véritable Grenelle du pouvoir d'achat et de l'entreprise.

A l'heure où nous « célébrons » les 40 ans de mai 68, notre société doit conduire une véritable introspection sur son modèle économique hérité des « 30 glorieuses » mais sans aucun doute avec des préceptes dépassés dans un monde mondialisé.

Alors que le projet de loi de modernisation de l'économie fait débat, il n'est pas concevable de faire la part belle, une fois de plus, à la grande distribution et de mettre à genou les fournisseurs, y compris nos entreprises agricoles.

La facture « pétrole » va peser de plus en plus dans les prochaines années, mais elle nous renvoie à des questions de fond sur nos habitudes et modes de production avec le risque d'une véritable fracture économique.

Nous sommes déterminés à agir et à engager autour de nous un mouvement pour fédérer d'autres acteurs économiques.

Christophe LEGER, Président FDSEA Haute-Savoie